

Art. 73. Par dérogation à l'article 41, alinéa 2, la première désignation de l'un des deux assesseurs de chaque chambre du conseil de discipline et de son suppléant lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, vaut pour une durée de trois ans renouvelable une fois.

Section 4. — Disposition finale

Art. 74. Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de la présente loi, qui ne peut être postérieure au 1er janvier 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session 1998-1999* :

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1965/1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1965/2. — Amendements, n°s 1965/3 à 5. — Rapport, n° 1965/6. — Texte adopté par la commission, n° 1965/7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1965/8.

Annales parlementaires : 24 et 25 mars 1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1332/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1332/2.

Art. 73. In afwijking op artikel 41, tweede lid, geldt de eerste aanwijzing, op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, van één van de twee bijzitters van elke kamer van de tuchtraad en van zijn vervanger voor een periode van drie jaar en is zij éénmaal hernieuwbaar.

Afdeling 4. — Slotbepaling

Art. 74. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

J.-L. DEHAENE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Zitting 1998-1999* :

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel, nr. 1965/1. — Advies van de Raad van State, nr. 1965/2. — Amendementen, nrs. 1965/3 tot 5. — Verslag, nr. 1965/6. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1965/7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1965/8.

Parlementaire Handelingen : 24 en 25 maart 1999.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1332/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 1-1332/2.

F. 99 — 1824

[C - 99/00392]

25 MAI 1999. — Arrêté royal déterminant les conditions d'engagement des stewards de football

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à exécuter certaines dispositions de l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors de matches de football (ci-après « la loi »). Ces dispositions ont trait à la « sécurité active », c'est-à-dire la mise en œuvre de moyens en personnel et en matériel nécessaire pour garantir le déroulement paisible de l'événement. Plus spécifiquement, est ici réglé le statut des stewards.

La fonction du steward est définie de manière générale à l'article 2, 5°, de la loi, et plus explicitement exposée en ses articles 12 à 17. Il convient à présent d'en définir les conditions générales de sélection, de recrutement et de formation, afin que les stewards de chaque club concerné présentent les mêmes garanties et les mêmes capacités.

Le steward est en effet appelé à jouer un rôle de premier plan dans la manière dont le spectateur « vivra » la rencontre : si l'accueil et l'orientation dans les tribunes sont importants, le spectateur doit également se sentir rassuré par la présence de stewards prêts à intervenir pour calmer les esprits en cas de tension, voire à avertir directement les personnes chargées des secours ou du maintien de l'ordre en cas de tension persistante.

N. 99 — 1824

[C - 99/00392]

25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden voor de indienstneming van voetbalstewards

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan de handtekening van Uwe Majesteit voor te leggen beoogt de uitvoering van enkele bepalingen van artikel 8 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden (hieronder « de wet »). Deze bepalingen hebben betrekking op de « actieve veiligheid », d.w.z. het inzetten van het nodige personeel en materiaal om het vreedzame verloop van het gebeuren te garanderen. Meer in het bijzonder, wordt hier het statuut geregeld van de stewards.

De functie van de steward wordt op algemene wijze gedefinieerd in artikel 2, 5°, van de wet, en wordt explicieter uiteengezet in zijn artikelen 12 tot 17. Het past om thans de algemene voorwaarden van selectie, werving en opleiding te bepalen opdat de stewards van elke betrokken club dezelfde garanties en dezelfde capaciteiten zouden vertonen.

De steward is immers bestemd om een vooraanstaande rol te spelen in de wijze waarop de toeschouwer de wedstrijd zal beleven : indien het onthaal en de plaatsaanduiding in de tribunes belangrijk is, moet de toeschouwer zich evenzeer gerustgesteld voelen door de aanwezigheid van de stewards, klaar om tussen te komen om de gemoederen te bedaren in geval van spanning, en zelfs om onmiddellijk de personen belast met de hulpverlening of de ordehandhaving te verwittigen in geval van hardnekkige spanning.

La sélection et la formation du steward prennent dès lors tout leur sens, vu les responsabilités qui pèsent sur celui-ci. Soulignons aussi l'importance de la moralité de l'intéressé : il ne doit en aucun cas avoir été l'auteur d'un comportement qu'il est censé devoir éviter, c'est-à-dire d'un comportement susceptible de donner lieu à une exclusion de droit civil, ou une interdiction de stade judiciaire ou administrative.

La compétence qui lui est accordée à l'article 13 de la loi d'effectuer un contrôle superficiel des vêtements et bagages des spectateurs nécessite également une sélection rigoureuse et une formation pointue des candidats. Le volet théorique de la formation doit leur donner une connaissance de base des exigences que réclame la fonction, tandis que le volet théorique de la formation et le stage leur permettront de connaître leur stade et les supporters de l'équipe locale ainsi que d'acquérir une certaine expérience de terrain; c'est également l'occasion idéale d'entrer en contact étroit avec les services de police et d'intervention locaux.

Cette formation « de base » est complétée par une formation continue, prenant la forme primo d'un recyclage annuel, par lequel les stewards prennent connaissance des évolutions des matières faisant l'objet des volets théorique et pratique de la formation « de base » et secundo de briefings avant chaque rencontre. L'importance qu'il faut accorder à ce briefing est fonction des spécificités de la rencontre : c'est ainsi qu'un match international devrait requérir une autre préparation que pour un match de championnat, et si nécessaire plus étendue. Encore faut-il faire la différence entre un match « à surveillance accrue » et un match ordinaire, entre un match international opposant des équipes nationales et un match international interclubs, etc.

Les chefs de division et le chef-steward reçoivent une formation commune.

Afin de ne pas être amené, en cas d'incident, à devoir intervenir également en tant qu'agent de la force publique, et afin de rester disponible pour le service d'incendie au cas où une intervention s'avérerait nécessaire, il est recommandé qu'en pratique le steward ne soit pas membre d'un service de police local ni du service local d'incendie. Cela n'est cependant pas imposé comme tel dans l'arrêté royal.

Il y a entre le steward et l'organisateur un lien juridique, concrétisé par la convention visée à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté. Si le steward est rémunéré, cette relation juridique prend la forme d'un contrat de travail; il s'agira dès lors de respecter les dispositions, impératives, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, spécialement les modalités de rupture du contrat. A cet égard, les causes de révocation du steward non-rémunéré, énoncées à l'article 14, §1^{er}, de l'arrêté, ne peuvent justifier la révocation du steward rémunéré que si l'organisateur-employeur considère qu'elles sont constitutives de motif grave.

Cette distinction a été faite pour répondre aux observations formulées par la section de législation du Conseil d'Etat dans son avis L.29.015/4 du 26 mars 1999.

Il doit par ailleurs être souligné que, contrairement à ce qu'estime le Conseil d'Etat, le statut des stewards de football n'entre pas dans le champ d'application de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage telle que modifiée par un récent projet de loi. Ce projet de loi précise explicitement en son article 17 que sont exclues de son champ d'application « les personnes dont les tâches et les compétences sont définies par une autre réglementation. [...] Ainsi, les stewards concernés par la sécurité lors des matches de football sont exclus du champ d'application de la présente loi » (Documents parlementaires, Chambre, Session ordinaire, 1998-1999, n° 2027/1, p. 14).

La règle présidant au déploiement des stewards a pour objet de prévoir une certaine souplesse dans le nombre de stewards à engager, en fonction du nombre effectif de spectateurs que peut attirer un match; bien qu'un service minimum doive être assuré, on ne peut exiger de l'organisateur qu'il déploie lors de chaque rencontre un même nombre de stewards, alors que par hypothèse le nombre de spectateurs d'un match à l'autre peut varier du simple au double. C'est pourquoi la proportion est fixée à un steward pour trois cents spectateurs pour lesquels des titres d'accès ont été délivrés, étant entendu que si le calcul aboutit à un nombre comptant des décimales, il est arrondi à l'unité supérieure : c'est la seule manière de respecter la proportion 1/300. Le nombre de spectateurs présents ne peut être supérieur au nombre de titres d'accès délivrés. Dans la mesure où le nombre de spectateurs attendus ne pourrait pas être précisément prédéterminé, l'organisateur devra donc également prévoir une réserve suffisante de stewards pour toujours pouvoir respecter la proportion imposée.

De selectie en de vorming van de steward hebben derhalve hun volle betekenis, gelet op de verantwoordelijkheden die op hem wegen. Onderlijnen we ook de belangrijkheid van de moraliteit van de betrokkene : hij mag in geen enkel geval een gedrag vertonen dat hij geacht wordt te moeten vermijden, t.z. een gedrag dat vatbaar is om een uitsluiting van burgerlijk recht op te lopen of een gerechtelijk of administratief stadionverbod.

De bevoegdheid die hem is toegewezen in artikel 13 van de wet om een oppervlakkige controle te verrichten van de kledij en bagage van de toeschouwers maakt ook een rigoureuze selectie en een verregaand gespecialiseerde opleiding van de kandidaten noodzakelijk. Het theoretische gedeelte van de opleiding moet hen een basiskennis geven van de vereisten die de functie stelt, terwijl het praktische gedeelte van de opleiding en de stage hen in staat zal stellen hun stadion en de supporters van de plaatselijke ploeg te kennen en een zekere ervaring op het terrein op te doen; het is tevens de ideale gelegenheid om in nauw contact te treden met de politiediensten en de lokale interventiediensten.

Deze « basis »opleiding wordt aangevuld met een permanente opleiding, die de vorm aanneemt van ten eerste een jaarlijkse bijscholing, waardoor de stewards kennis nemen van de evoluties betreffende de onderwerpen die het voorwerp uitmaken van het theoretische en het praktische gedeelte van de « basis »opleiding en van ten tweede briefings voor elke wedstrijd. Het belang dat deze briefing heeft hangt af van de aard van de wedstrijd : het is zo dat een internationale wedstrijd een andere, en waar nodig meer uitgebreide, voorbereiding vereist dan een competitiewedstrijd. Ook moet men het onderscheid maken tussen een wedstrijd « met verhoogd toezicht » en een gewone wedstrijd, tussen een internationale wedstrijd tussen nationale ploegen en een internationale wedstrijd tussen clubs.

De divisiechefs en de hoofdsteward krijgen een gemeenschappelijke opleiding.

Om, in geval van incident, niet terzelfdertijd te moeten optreden als lid van de openbare macht en om beschikbaar te blijven voor de brandweerdienst in het geval waarin een interventie zou nodig blijken, verdient het in de praktijk aanbeveling dat de steward geen lid van een lokale politiedienst, noch van de plaatselijke brandweerdienst is. Dit wordt als dusdanig echter niet opgelegd in het koninklijk besluit.

Er bestaat een juridische band tussen de steward en de organisator die geconcretiseerd wordt door de overeenkomst voorzien in artikel 3, tweede lid van het besluit. Indien de steward bezoldigd wordt neemt deze band de vorm aan van een arbeidsovereenkomst; men zal dan ook de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, meer bepaald de regelingen voor de verbrekking van de arbeidsovereenkomst, moeten naleven. Daaromtrent kunnen de redenen tot de ontzetting uit de functie van de niet-bezoldigde steward, uitgedrukt in artikel 14, § 1, van het besluit, het ontslag van de bezoldigde steward alleen rechtvaardigen indien de organisator-werkgever meent dat zij een dringende reden uitmaken.

Dit onderscheid werd gemaakt om te beantwoorden aan de opmerkingen geformuleerd door de afdeling wetgeving van de Raad van State in zijn advies L.29.015/4 van 26 maart 1999.

Bovendien moet onderstreept worden dat, in tegenstelling tot wat de Raad van State meent, het statuut van de voetbalstewards niet onder het toepassingsgebied van de wet van 10 april 1990 op de bewakings-ondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten valt, zoals gewijzigd door een recent wetsontwerp; dit wetsontwerp bepaalt in artikel 17 uitdrukkelijk dat uitgesloten worden van het toepassingsgebied «de personen wiens taken en bevoegdheden worden bepaald door een andere wetgeving. [...] Zo worden de stewards die betrokken worden bij de veiligheid bij voetbalwedstrijden van het toepassingsgebied van deze wet uitgesloten » (Parlementaire stukken, Kamer, Gewone zitting, 1998-1999, nr. 2027/1, p. 14).

De regel die ten grondslag ligt aan de inzet van stewards heeft tot voorwerp een zekere soepelheid in het aantal aan te werven stewards te voorzien, in functie van het effectief aantal toeschouwers die een match kan aantrekken; hoewel een minimale dienst moet verzekerd worden, kan men van de organisator niet eisen dat hij bij elke wedstrijd een zelfde aantal stewards inzet, terwijl bij hypothese het aantal toeschouwers bij de ene of de andere wedstrijd tot twee maal zo hoog kan zijn. Dit is waarom de verhouding bepaald is op 1 steward voor driehonderd toeschouwers waarvoor toegangsbewijzen ter beschikking zijn gesteld, met dien verstande dat indien de berekening uitkomt op een aantal dat decimale omvat, het afgerond wordt op de hogere eenheid : dit is de enige manier om de verhouding 1/300 te respecteren. Het aantal aanwezige toeschouwers kan niet hoger zijn dan het aantal ter beschikking gestelde toegangsbewijzen. In de mate dat het aantal te verwachten toeschouwers niet precies zou kunnen worden voorspeld, zal de organisator dan ook een voldoende reserve aan stewards moeten voorzien om de opgelegde verhouding in elk geval te kunnen respecteren.

Cette proportion d'un steward pour 300 spectateurs n'est bien entendu qu'un minimum; les autorités locales peuvent prévoir des règles plus strictes, soit de manière générale, soit pour certains matches déterminés. Rien n'empêche donc qu'une convention conclue entre un club et le bourgmestre de la commune prévoie qu'il faudra un steward pour deux cents, cent cinquante, ... spectateurs.

Il est de toute manière requis qu'il faut au moins 10 stewards par rencontre, quel que soit le nombre réel de spectateurs. Ce nombre minimum est abaissé à 5 pour les clubs de deuxième division.

Il convient de souligner le rôle essentiel que remplit la fédération sportive coordinatrice. C'est en effet elle qui assure l'organisation de la partie théorique de la formation, la coordination des volets pratiques de la formation et des stages, la formation spécifique des chefs de division et du chef-steward et la délivrance des cartes d'identification des stewards; c'est ainsi l'uniformité du profil du steward qui est assurée. C'est elle aussi qui assure la coordination de la rédaction des accords d'échange de stewards entre les organisateurs et qui fixe les conditions de promotion des stewards.

Telles sont les dispositions contenues dans le projet d'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de proposer à Votre signature.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 23 mars 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions de nomination et le statut des stewards", a donné le 26 mars 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en ces termes :

« Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football; que tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risque de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration; ».

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

Observations générales

1. L'article 2 du projet prévoit qu'il s'applique "à tous les stewards au sens de l'article 2, 5°, de la loi, que ceux-ci soient engagés par l'organisateur en tant que volontaires bénévoles ou en tant que professionnels rémunérés".

L'article 7 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football dispose :

« Les organisateurs d'un match national de football ou d'un match international de football engagent des stewards des deux sexes. »

Selon l'article 2, 5°, de la même loi, le steward est "une personne physique engagée par l'organisateur".

Des travaux préparatoires de la loi, il ressort que cet engagement peut être bénévole ou effectué contre rémunération (1).

Dans les deux cas, un lien juridique est établi entre l'organisateur du match de football et le steward, personne physique. Lorsque la fonction est exercée contre rémunération, l'organisateur et le steward sont liés

Deze verhouding van één steward voor 300 toeschouwers is natuurlijk slechts een minimum; de lokale overheden kunnen in strengere regels voorzien, hetzij op een algemene manier, hetzij voor bepaalde vastgestelde wedstrijden. Niets belet dus dat een overeenkomst afgesloten tussen een club en de burgemeester van de gemeente voorziet dat er één steward voor tweehonderd, honderdvijftig, ... toeschouwers moet zijn.

In elk geval zijn minimum 10 stewards per wedstrijd vereist, wat ook het reële aantal toeschouwers is. Dit minimum aantal wordt verlaagd tot vijf voor de clubs van tweede afdeling.

Het past de essentiële rol die de overkoepelende sportbond vervult, te onderstrepen. Het is immers deze die de organisatie van het theoretische gedeelte van de opleiding verzekert, de coördinatie van de praktische gedeeltes van de opleiding en de stages, de specifieke opleiding van de divisiechefs en de hoofdsteward en de aflevering van de identificatiekaarten van de stewards; het is zo dat de uniformiteit van het profiel van de steward wordt verzekerd. Het is deze ook die de coördinatie verzekert van het sluiten van de overeenkomsten tot uitwisseling van stewards tussen organisatoren en die de promotievoorwaarden van de stewards bepaalt.

Dit zijn de bepalingen vervat in het ontwerp van besluit dat de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 maart 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden van benoeming en het statuut van de stewards", heeft op 26 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag en in de aanhef als volgt :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit maatregelen bepaalt waaraan de organisatoren van voetbalwedstrijden slechts op gebrekkige wijze zouden kunnen voldoen indien deze niet voor de aanvang van het nieuwe voetbalseizoen genomen worden; dat elke vertraging bij de inwerking-treding van dit besluit riskeert haar nuttig effect met meerdere maanden uit te stellen, wat strijdig zou zijn met de geest van de wet en het principe van behoorlijk bestuur; ».

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het maken van de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat het van toepassing is "op alle stewards in de zin van artikel 2, 5°, van de wet, ongeacht of deze door de organisator worden aangeworven als onbezoldigde vrijwilligers dan wel als betaalde professionelen".

Artikel 7 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden bepaalt :

« De organisatoren van een nationale voetbalwedstrijd of van een internationale voetbalwedstrijd werven mannelijke en vrouwelijke stewards aan. »

Volgens artikel 2, 5°, van dezelfde wet is de steward "een natuurlijke persoon, aangeworven door de organisator".

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet blijkt dat die dienstverhouding gebaseerd kan zijn op vrijwilligerswerk of bezoldigd kan zijn (1).

In beide gevallen bestaat een juridische band tussen de organisator van de voetbalwedstrijd en de steward, een natuurlijke persoon. Wanneer de functie wordt uitgeoefend tegen bezoldiging, zijn de